

• **Le ministre-Président flamand Geert Bourgeois annonce son refus d'octroyer une licence d'exportation d'armes vers l'Arabie saoudite.**

• **La pression bascule sur son homologue wallon, Paul Magnette.**

• **Un éventuel embargo vers ce pays du Golfe engendrerait des conséquences économiques importantes.**

## La vente des armes, un enjeu communautaire

# Bourgeois dit “non” à l'Arabie, Magnette fera de même s'il le faut

**G**eert Bourgeois (N-VA) préparait-il sa sortie du lendemain? “Je n'ai pas à me mettre à la place de Paul Magnette (PS – ministre-Président wallon), mais en ce moment, je n'exporterais pas d'armes de la FN Herstal vers l'Arabie saoudite”, déclarait mardi le ministre-Président flamand. Et mercredi, il indiquait opportunément devant le parlement flamand avoir refusé le jour même une licence d'exportation d'armes vers l'Arabie saoudite – des gilets pare-balles, selon son porte-parole – renvoyant la pression sur son homologue wallon. En matière d'octroi des licences, ce sont en effet les chefs des exécutifs régionaux qui sont compétents.

Les 47 exécutions du week-end dernier en Arabie saoudite, et sa posture hégémonique au Moyen-Orient, ont relancé le débat sur la vente d'armes à cet Etat controversé du Golfe. Lundi, Paul Magnette minimisait. “La Wallonie est un tout petit vendeur” et “on le fait avec des procédures extrêmement rigoureuses”. Il rappelait en outre “les milliers d'emplois” que représente le secteur dans le Sud du pays.

### Même attitude en Wallonie

M. Bourgeois a tout de même répété mercredi ne pas être partisan d'une interdiction générale des exportations. D'abord parce qu'il n'y a pas de base juridique pour un embargo. Ensuite parce qu'il privilégie la décision au cas par cas. “On fait exactement la même chose : un examen dossier par dossier, a répliqué le cabinet de M. Magnette. Il existe une jurisprudence au Coarm (NdlR, l'organe qui réunit les 28 Etats européens sur la problématique de la vente des armes) qui veut que les 28 adoptent une attitude commune concernant les pays vers lesquels on exporte des armes. C'est une question de cohérence. Cela dit, même pour les pays autorisés, on pratique un examen de chaque dossier. En 2013, 2014 ou 2015, à chaque fois, le ministre-Président – l'actuel ou son prédécesseur – a re-

fusé des licences d'exportation vers l'Arabie saoudite.” Le cas typique de refus est celui d'une demande introduite par une entreprise privée ou un groupuscule quelconque plutôt que par un Etat. “On n'exporte pas n'importe quoi à n'importe qui, insiste encore le porte-parole du socialiste. On s'assure à chaque fois que l'acheteur est le destinataire final.”

### Investissements saoudiens à Anvers

Dans le registre communautaire, entend-on par ailleurs, la Flandre ferait preuve d’*“hypocrisie”*. Premièrement, elle exporte peu d'armes vers l'Arabie saoudite. Elle vend surtout du “matériel à double usage” (comme des composants optiques ou chimiques) pouvant servir à la fois à des fins civiles et militaires. “Et on n'en connaît pas l'usage final!” Or ces exportations font l'objet de moins de restrictions que les armes. Deuxièmement, on attend toujours la réponse du collège communal d'Anvers, dont le bourgmestre n'est autre que le président de la N-VA Bart De Wever, quant à l'octroi d'une concession dans le port de la métropole à un investisseur privé... saoudien qui promet 3,7 milliards d'euros d'investissement et 900 emplois créés.

Enfin, d'un point de vue diplomatique et géostratégique, d'aucuns pointent le risque d'une “attitude schizophrénique” qui consisterait, d'une part, à demander à l'Arabie saoudite de participer à la lutte contre Daech, mais, d'autre part, à refuser de lui vendre des armes. Le ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders (MR), a envoyé un courrier le 2 décembre dernier aux trois ministres-Présidents régionaux dans lequel il aborde la question saoudienne. “Concernant le commerce extérieur, les investissements, les exportations d'armes ou les missions organisées, écrit-il, il est important que chacun fasse preuve d'un langage cohérent.” Message reçu?

**Antoine Clevers**

**397****MILLIONS**

Montant des licences de vente envoyées vers l'Arabie en 2014 par la Région wallonne.

**2<sup>e</sup>****PARTENAIRE**

En matière d'armement, l'Arabie saoudite est le deuxième partenaire de la Wallonie.

**3,7****MILLIARDS**

C'est le montant espéré par une entreprise saoudienne dans le port d'Anvers.

**340****ENTREPRENEURS**

En 2014, la princesse Astrid accompagnait de nombreux entrepreneurs pour une mission à Riyad.

## Les contrats envoyés vers le Golfe sont nombreux, juteux et variés

Les échanges commerciaux avec l'Arabie saoudite et ses alliés représentent un poids important pour notre économie." Cette semaine encore, la Fédération des entreprises technologiques Agoria Wallonie a mis en garde les autorités politiques contre un embargo envers l'Arabie saoudite. Et pour cause : en matière d'armements comme dans le cadre d'autres secteurs, les chiffres en jeu sont importants.

### Des liens entretenus par l'ensemble du pays

Dans un rapport publié en décembre, le Grip (le Groupe de recherche pour la paix et la sécurité), rappelait qu'en matière d'armement, l'année 2014 avait vu les exportations wallonnes exploser et atteindre un nouveau record sur les dix dernières années, tandis que l'Arabie saoudite maintenait sa place de "client privilégié" de la Région.

Ainsi, en 2014 toujours, le gouvernement wallon a accordé pour 397 millions d'euros de licences de

vente, dont la majorité portait sur des armes à feu et des munitions. C'était quatre fois plus qu'en 2013, et cela permettait à l'Arabie de devenir le deuxième partenaire commercial de la Wallonie – derrière le Canada – en ce qui concerne les ventes d'armes, précisait encore le Grip.

Mais les armes ne sont pas le lien exclusif que la Belgique entretient avec le plus grand Etat du Golfe. "Nous encourageons sans cesse les investissements saoudiens en Wallonie et à Bruxelles", prévenait dans nos colonnes en novembre dernier le député fédéral Georges Dallemagne (cdH).

En mars 2014, la princesse Astrid, 350 entrepreneurs belges et trois ministres se rendaient d'ailleurs à Riyad. En février, le Roi y effectuait une visite protocolaire pour présenter ses condoléances au nouveau roi Salmane, après la mort du souverain Abdallah.

La Wallonie, par ailleurs, ne bénéficie d'aucun monopole. D'un point de vue national, l'Arabie saoudite

est le 30<sup>e</sup> client et le 32<sup>e</sup> fournisseur de la Belgique. Notre pays exporte principalement des équipements, des produits chimiques, mais également de plus en plus de produits de luxe et de chocolat. En revanche, la Belgique importe essentiellement des matières premières que sont les ressources en hydrocarbures dont bénéficient les pays du Golfe.

### Les méconnus contrats flamands

Mais plus encore que la Wallonie, c'est également la Flandre qui est présente en Arabie saoudite, notamment via ses entreprises actives dans la pétrochimie ou le dragage.

A titre d'exemple éloquent, le projet d'un très important investissement dans le port d'Anvers ne cesse d'interroger le nord du pays. En mai, le groupe saoudien EKS annonçait en effet son intention d'y créer une gigantesque usine de traitement des déchets. Le projet, à l'étude, pourrait mobiliser 3,7 milliards

d'euros et créer 900 emplois, mais différentes informations révélées cet automne ont modéré le ton enchanter de la N-VA. Le site Apache expliquait que le projet était notamment porté par Saleh Kamel qui "figure toujours sur la liste des soutiens financiers présumés d'Al Qaida", précisait à leur tour Peter Mertens (opposition PTB à la Ville d'Anvers) et Yasmine Kherbache (sp.a).

Enfin, et pour en revenir aux armes, la Flandre n'est pas en reste non plus puisque l'armée saoudienne est équipée d'armes flamandes, faisait savoir ce mardi le "Vlaamse Vredesinstituut" (Institut flamand pour la Paix). Ses avions de combat disposent en effet d'un système de radar utilisant une technologie qui vient de Flandre, et il ne s'agit sans doute que de la partie émergée de l'iceberg, précisait encore l'Institut. La destination finale du matériel militaire produit en Flandre est inconnue dans plus de 60% des cas.

BdO